



# RAPPORT D'ACTIVITÉS

2011

# SOMMAIRE

03 **AVANT-PROPOS**

08 **TEMPS FORTS DE 2011**

06 **ABRÉVIATIONS**

10 **VIE ASSOCIATIVE: LE GRDR SE DOTE D'UNE CHARTE!**

## 10 **LES ACTIVITÉS 2011**

### **PARTIE 1**

14 « Agir localement et partager l'expérience pour influencer les politiques publiques » (Charte du GRDR)

### **PARTIE 2**

14 « Alimentation et souveraineté alimentaire : sortir d'urgence de l'urgence ! »

### **PARTIE 3**

17 Politiques publiques et priorités des migrants : quelle citoyenneté locale en France ?

### **PARTIE 4**

19 Les migrants tissent et métissent l'Europe et l'Afrique de l'ouest

39 **PUBLICATIONS EN 2011**

40 **MOYENS ET ORGANISATION**

42 **PARTENAIRES**

43 **RESSOURCES HUMAINES**

44 **CONTACTS**

46 **ANNEXES DES PROGRAMMES  
ET PROJETS**

## UN CONTEXTE MONDIAL COMPLEXE NÉCESSITE VIGILANCE ET ÉCOUTE. LES CRISES PEUVENT ÊTRE DES OPPORTUNITÉS

Après les printemps arabes et l'intervention militaire en Libye en 2011, la désespérance des jeunes de l'Europe du Sud nous questionne, nous citoyens européens et africains, tout autant que la situation au Mali, en Guinée-Bissau ou en Mauritanie.

Dans un monde déboussolé, la tentation du repli sur soi conduit à une impasse. Notre difficulté à comprendre des situations complexes met à bas nos certitudes et encourage le repli identitaire autour de la peur de l'autre. Nous refusons une vision manichéenne du monde, dans lequel la cupidité du système financier, les puissances occidentales ou les islamistes seraient responsables de tous les désordres. Notre projet est de donner du sens concret à la solidarité, de dépasser la posture d'indignation et participer à l'atténuation et à la prévention des crises multiformes.

### Trois axes ont structuré notre action en 2011

**La dimension régionale.** Les Etats-nations, Mali, Guinée-Bissau ou Grèce ne pourront sortir des crises qu'en travaillant au sein des ensembles régionaux. Le GRDR est

aujourd'hui présent au niveau des liens entre les territoires. Il partage notamment les retours d'expérience de terrain pour être force de proposition sur les politiques publiques nationales. Son investissement dans les enjeux supranationaux s'est affirmé en 2011 comme une priorité. **L'Europe** est notre premier partenaire politique et la Commission européenne notre premier partenaire financier. La construction de nos partenariats européens a progressé en 2011. **L'Afrique de l'Ouest** s'affirme, chaque jour davantage, comme un ensemble politique. Sa construction est une nécessité pour peser dans le dialogue global. Les situations de crise, l'insécurité au Sahel sont des opportunités pour dépasser la posture du transfrontalier: nous devons penser régional (structuration de notre action autour de deux pôles Sahel et littoral) tout en continuant à agir local (les territoires de vie).

« **Les migrantes et les migrants tissent le monde de demain** ». Cet engagement est dans notre Charte adoptée le 2 juillet 2011. Le GRDR a l'ambition d'être un passeur entre des territoires solidaires. C'est le sens de tout un volet de notre activité qui a visé à structurer la

participation en Afrique de l'Ouest et en Europe au débat sur les **politiques publiques liées aux migrations**.

Le GRDR a renforcé en 2011, en France comme en Europe, son investissement sur la question de la jeunesse au travers notamment des travaux sur la scolarisation des enfants des migrants, l'insertion professionnelle ou les assises européennes de la jeunesse d'origine malienne.

Arezki Harkouk  
Directeur exécutif

Michel Colin de Verdière,  
Président du conseil d'administration

## Remerciements

Ce rapport d'activités est l'occasion d'adresser un mot tout particulier aux salariés du GRDR qui assurent, de la base à la direction, en France comme en Afrique de l'Ouest, le quotidien de notre activité. Nous pouvons témoigner que leur engagement, ici comme là-bas, révèle un réel militantisme qui dépasse très souvent le cadre de leur seul contrat de travail.

Nous devons également adresser un remerciement sincère à tous nos partenaires pour leur confiance. En 2011, nous avons à cœur d'adresser un remerciement tout particulier au CCFD-Terre solidaire qui est resté un partenaire fidèle et à l'écoute de nos engagements comme de nos préoccupations.



AVANT  
PROPOS

**ACGK:** Association des communes du Guidimakha Kafo (Mali)

**AEP:** Adduction d'eau potable

**AFD:** Agence française de développement

**AGEPA:** Programme pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement (Sénégal)

**ARK:** Assemblée régionale de Kayes (Mali) actuel Conseil régional de Kayes

**ARD:** Agence régionale de développement (Sénégal)

**BFS:** Bassin du fleuve Sénégal

**CCFD:** Comité catholique contre la faim et pour le développement - Terre solidaire

**CFSI:** Comité français pour la solidarité internationale

**CNHI:** Cité nationale de l'histoire de l'immigration

**COS:** Comité d'orientation stratégique

**EDUCODEV:** Éducation au co-développement

**EUNOMAD:** European network on migration and development

**FED:** Fonds européen pour le développement

**FTM:** Foyer de travailleurs migrants

**GI:** Groupe Initiatives

**GIC:** Groupement d'intérêt communautaire

**GRN/SA:** Gestion des ressources naturelles/sécurité alimentaire

**IEM:** Initiatives économiques des migrants

**IRDSU:** Inter-réseaux des professionnels du développement social

**OMD:** Objectif du millénaire pour le développement

**ONG:** Organisation non-gouvernementale

**OSC:** Organisation de la société civile

**PADOR:** Potential Applicant

Database On-line Registration (UE)

**PAIDEL-CT:** Programme d'appui aux initiatives de développement local et des collectivités territoriales

**PAP:** Plan d'actions prioritaires

**PASAK:** Programme d'appui à la sécurité alimentaire du Karakoro (Mali)

**PDL:** Plan de développement local

**PNUD:** Programme des Nations-Unies pour le développement

**PUCA:** Plan urbanisme – construction-architecture (France)

**RIF:** Région Ile-de-France

**SA:** Sécurité alimentaire

**SIG:** Système d'information géographique

**SPAP:** Sécurisation des productions agro-pastorales (Mauritanie)

**UE:** Union Européenne





## LE GRDR EN CHIFFRES (données en fin 2011)

- Un conseil d'administration de **21** membres de **6** nationalités
- **116** adhérents dont **50** cotisants en 2011
- **138** salariés de **7** nationalités
- **38** projets
- **9** pays d'intervention  
*Afrique de l'Ouest:* Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal  
*Europe:* France, Belgique, Espagne, Portugal et Italie
- Une production de **5,8** millions d'euros pour un budget prévisionnel voté de **5,1** millions d'euros.

## ...LES TEMPS FORTS DE 2011

### JANVIER

**40 ans du GRDR à la CNHI:** tables rondes, exposition, débats sur 40 ans d'accompagnement des populations du bassin du fleuve Sénégal dans leurs territoires de vie.  
Installation du **conseil d'orientation stratégique de Lille.**

### FÉVRIER

**Renforcement de la société civile européenne** avec le lancement de la phase 2 du projet Eunomad et la création du groupe européen « Migration et développement » à l'initiative du réseau Eunomad.

**Forum social mondial (FSM) à Dakar:** le GRDR et ses partenaires participent à ce temps d'échanges et de propositions pour la construction d'un monde plus juste, avec l'adoption de la charte mondiale des migrants le 4 février.

### MARS

**Sécurité alimentaire:** le GRDR participe à Dakar au processus de capitalisation engagé par le CFSI pour un plaidoyer sur l'agriculture familiale.  
**Transfrontalier ouest-africain:** mise en place d'un réseau d'acteurs transfrontaliers (collectivités territoriales, société civile, services techniques,

secteur privé) d'Afrique de l'Ouest (RACTAO) à Bamako pour promouvoir la coopération transfrontalière développement régional).

### AVRIL

**Une nouvelle collectivité nous accompagne au Sénégal:** signature d'une convention de partenariat avec la région de Sédiou portant sur la mobilisation des migrants pour le développement local.

**Mission au Sénégal et en Guinée-Bissau:** la construction du pôle littoral du GRDR est inscrite dans les agendas institutionnels (OMVS, UE, IRD, AFD)



## MAI

Intercelles, inter-COS et travail sur la charte du GRDR à Nouakchott.

**Rencontre avec l'AFD** (Direction des partenariats avec les ONG) autour des priorités thématiques et géographiques 2012-2015

## JUIN

Inter-antennes du GRDR à Melun sur l'opérationnalisation de la stratégie France du GRDR

## JUILLET

**Assemblée générale annuelle:** présentation et adoption de la **Charte du GRDR** élaborée par les salariés de France et d'Afrique, les COS et le CA. Il s'agit du document de référence concernant la structuration de l'association et son projet associatif.

## SEPTEMBRE

**Wormhout ( Nord-Pas-de-Calais): Rencontre annuelle des salariés, des COS et des administrateurs,** pour débattre des contextes et enjeux d'une association ouverte sur le monde soucieuse de construire une vision commune. Lancement de « GRDR Vision 2025 ».

Le GRDR participe à l'Atelier régional de restitution de la politique migratoire du Mali.

Rencontres BFS autour des actions de coopérations territoriales.

## OCTOBRE

En Mauritanie, le GRDR **clôture deux gros projets de sécurité alimentaire** (SPAP et PREVICO) et poursuit sa recherche action sur l'eau et l'assainissement (PEAGG) avec des financements

français et européens.

Animations au centre de ressources « Politiques de la ville » en Essonne, sur la thématique du vieillissement des migrants d'Afrique subsaharienne. Le GRDR participe au lancement à Lille de la Campagne AlimenTerre en partenariat avec le CFSI.

## NOVEMBRE

Semaine de la Solidarité internationale (12 au 20 nov) en France.

Rencontres euro-africaines à Dakar « Migration et Développement » où le GRDR, la Faderma et l'EMDK étaient présents.

Mission de suivi du directeur exécutif pour renforcer la construction du pôle littoral.

**Forum sur les femmes subsahariennes** et bilan de l'action du GRDR depuis 10 ans dans ce domaine.

## Forum sur le vieillissement à Rouen:

le GRDR questionne la prise en charge des migrants vieillissants par les dispositifs en vigueur.

## DÉCEMBRE

**Forum des fédérations à Paris,** où 110 personnes ont échangé autour du rôle des migrants dans la gestion de la crise alimentaire qui sévit au Sahel.

**Forum mondial « Migration et développement »** à Genève où le GRDR a présenté les travaux réalisés par le réseau Eunomad, de même que ses propres travaux depuis plus de 40 ans. Le GRDR prend part aux **travaux de prospective du CCFD** en vue de la préparation de son document d'orientation.

## VIE ASSOCIATIVE : LE GRDR SE DOTE D'UNE CHARTE!

L'avancée majeure de l'année écoulée est l'aboutissement de la rédaction collective de la Charte du GRDR – Migration-Citoyenneté-Développement. Adhérents, salariés, COS et personnes ressources se sont mobilisés sous la supervision du conseil d'administration. La Charte est adoptée le 2 juillet 2011 lors de l'assemblée générale.

### Nos convictions

La mobilité des hommes et des femmes est une chance pour les sociétés. Elle est une nécessité pour la construction d'un monde de paix. Les échanges entre personnes d'origines et de cultures différentes sont source d'enrichissements. Dans la construction du monde de demain, nos sociétés en Afrique et en Europe sont liées. Le GRDR fonde son action sur une vision positive de l'avenir de l'Afrique de l'Ouest et tout particulièrement du Sahel.

### Conjuguer migrations, citoyenneté et développement

Pour le GRDR, les migrations, la citoyenneté et le développement ne peuvent être dissociés.

#### • Migrations

Les migrantes et les migrants tissent le monde de demain. Dans la durée, ils relient les sociétés et contribuent au développement de leurs territoires d'origine comme de leurs territoires de vie.

### NOTRE CHARTE



Le GRDR est une association de solidarité internationale née en 1969 de la rencontre d'agronomes français et de travailleurs migrants de la région du fleuve Sénégal. Il inscrit son action dans un monde où l'interdépendance entre continents, pays et régions se renforce, alors que les inégalités et la précarité augmentent. Il veut contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus solidaire.

Le GRDR valorise cette double appartenance. Il agit pour que les migrants soient des acteurs reconnus des sociétés.

#### • **Citoyenneté**

Être citoyen, c'est partager la vie de la cité et contribuer à en définir les règles.

Tous les hommes et les femmes qui vivent dans un pays doivent y être considérés comme des citoyens.

Le GRDR œuvre à la construction de cette citoyenneté dans un espace qui dépasse les frontières.

#### • **Développement**

Le développement doit viser à l'amélioration des conditions de vie et permettre à chacun de « vivre dignement », où qu'il soit.

Les populations sont les premiers acteurs de leur développement.

Le GRDR agit pour un développement solidaire. Il accompagne plus particulièrement les coopérations entre territoires.

### **Agir localement et partager l'expérience pour influencer les politiques publiques**

Le GRDR est engagé dans des actions de développement local, dans les territoires d'origine ou de vie des migrants;

il concourt à la promotion des personnes issues de la migration et de leurs familles, pour favoriser leur insertion et renforcer leurs compétences et leurs droits; il met à la disposition d'un large public des connaissances et des savoir-faire issus de ses pratiques de terrain.

Comme le développement des sociétés est un processus de long terme, le GRDR a fait le choix d'agir dans la durée, dans la fidélité à des territoires, au niveau local comme au niveau national ou transnational.

A partir d'actions innovantes et d'un ancrage local fort, le GRDR veut questionner, orienter et influencer les politiques publiques, en Afrique comme en Europe.

### **Le GRDR, une ONG riche de ses différences**

Le GRDR s'appuie sur des acteurs locaux engagés, dans son fonctionnement quotidien comme dans sa gouvernance. Les actions qu'il met en œuvre sont décidées à partir des lieux où elles sont développées, en Afrique de l'Ouest comme en France. Ceci fonde leur légitimité. Sa force réside dans sa capacité à réunir des adhérents et des salariés de cultures et de nationalités différentes. La diversité de leurs expériences, de leurs compétences et de leurs parcours est l'une de ses principales richesses.

# LES ACTIVITÉS 2011



# PARTIE 1 "AGIR LOCALEMENT ET PARTAGER L'EXPÉRIENCE POUR INFLUENCER LES POLITIQUES PUBLIQUES" (CHARTRE DU GRDR)

Le GRDR travaille depuis une quinzaine d'années avec des organisations issues de la migration, des unions de producteurs, des plateformes de la société civile pour le développement de services à destination de leurs membres : accompagnement d'initiatives, animation de partenariats techniques et financiers, dialogues politiques avec les autorités nationales, etc.

A partir des leçons tirées de ces expériences, le GRDR a souhaité changer d'échelle en accompagnant, au niveau régional, 5 organismes dans la mise en place de DADL - dispositifs d'appui au développement local - susceptibles d'offrir un accompagnement de proximité aux collectivités territoriales et aux acteurs locaux du bassin du fleuve Sénégal. Il s'agit du conseil régional de Kayes au Mali (anciennement Assemblée régionale de Kayes), de l'association des maires et parlementaires du Gorgol, de l'association des maires du Guidimakha en Mauritanie, du Groupe d'intérêt communautaire de Bakel et de l'agence régionale de développement de Matam au Sénégal.

## Contexte

Depuis leur création, les collectivités territoriales se sont concentrées sur la réalisation d'infrastructures dans leurs compétences transférées par l'Etat. C'est ainsi qu'ont été construits pendant les premiers mandats des élus communaux aussi bien des hôtels de ville que des écoles, des centres de santé, des points d'eau ou encore des marchés. En parallèle, des initiatives ont émergé pour impliquer davantage les populations dans l'opérationnalisation des politiques publiques. Des processus d'appui à la décentralisation et au développement local ont été expérimentés pour favoriser la concertation entre acteurs à l'échelle des communes, tout en les accompagnant dans leurs initiatives locales (élus, sociétés civiles, chefferie traditionnelle, entrepreneurs privés).

Cependant, la pérennisation de ces dispositifs n'est jamais acquise. Les « Centres de conseils communaux » (CCC), remplacés ensuite par les « Services communs » (SECOM) au Mali, les « Agences Régionales de Développement » (ARD), les Groupements d'intérêts communautaires (GIC) au Sénégal, ainsi que les associations de maires et les centres de ressources en Mauritanie peinent à devenir des outils de proximité susceptibles d'identifier les dynamiques territoriales et de les accompagner depuis l'idée de projet jusqu'à son évaluation. Ces dispositifs restent en outre largement tributaires des subventions allouées dans le cadre des coopérations extérieures.

La période pré-électorale de 2011 au Mali comme au Sénégal a généré nombre d'incertitudes quant à la continuité des politiques d'appui à la décentralisation. Celles-ci se sont grandement accentuées avec les situations de crise politique et sécuritaire que traversent la zone sahélienne et plus généralement l'Afrique de l'Ouest.

## Actions mises en œuvre

### *Mise en place de dispositifs innovants d'appui au développement local*

En 2011, les structures accompagnées pour la mise en place ou le renforcement des dispositifs régionaux d'appui

au développement local (DADL) ont été :

- Au Mali: le Conseil régional de Kayes;
- En Mauritanie: l'Association des maires du Guidimakha et l'Association des maires et parlementaires du Gorgol;
- Au Sénégal: les Agences régionales de développement de Matam et de Tambacounda, en relation étroite avec le Groupement d'intérêt communautaire de Bakel.

Ces DADL prévoient trois principaux types de services complémentaires à l'attention des collectivités territoriales et des acteurs locaux:

- L'appui à la planification concertée (aménagement du territoire);
- L'accompagnement des porteurs de projets économiques;
- L'animation et le suivi de partenariats stratégiques, aux niveaux intercommunal, transfrontalier et international.

« Les communes et les acteurs économiques du Guidimakha regorgent d'initiatives. De multiples contraintes d'ordre technique, financier, voire politique les empêchent de les mener à bien. L'AMAIG doit contribuer à les dépasser en mettant en place un dispositif d'accompagnement adapté aux spécificités de la région et aux besoins de ses populations. »

Propos de Ibrahim Soumaré, Maire de Khabou



A l'issue d'une phase de capitalisation, un cahier des charges a été élaboré pour chacun des DADL (2e semestre 2011). L'évaluation des performances des collectivités locales réalisée en 2011 en Mauritanie et au Sénégal a notamment permis de préciser les besoins des collectivités territoriales et des acteurs locaux.

La stratégie de mise en place et de renforcement des DADL a mis un accent particulier sur les questions suivantes :

- **La pérennité des dispositifs :** en travaillant sur leur gouvernance (suivi-évaluation transparent) et sur la

diversification des sources de financement (cotisations, prestations, partenariats avec des institutions de financement, plaidoyer auprès de l'Etat et des partenaires);

- **La qualité des services proposés** par le transfert des outils du PAIDEL aux acteurs locaux et le renforcement de capacités des prestataires de services locaux, publics et privés;
- **La communication et la capitalisation** à destination de l'Etat, des acteurs régionaux, des bénéficiaires, des OSIM et des groupements féminins, de manière à assurer la reconnaissance de ces dispositifs;
- **La dimension « genre »** en veillant à ce que les groupements féminins et les jeunes soient particulièrement concernés par l'action;
- **L'implication des ressortissants** dans les dynamiques de co-développement (projets, partenariats de coopération décentralisée)

### ***Co-développement local et accompagnement de projets économiques***

Depuis 2001, une trentaine de communes et communautés rurales du Bassin du Fleuve Sénégal ont été accompagnées par le GRDR dans leur démarche de « co-développement local ».

En complément d'autres activités de capitalisation menées sur la thématique (conception de guides méthodologique ou de fiches expériences), l'auto-évaluation des protocoles communaux a été menée en 2011 dans deux régions, Kayes et Gorgol, avec le CRK et l'AMPG, afin d'apporter des améliorations à la démarche logique de recherche-action et permettre son appropriation par les partenaires.

L'une des plus-values de cette démarche est l'émergence d'initiatives, en particulier dans le domaine économique. Des exemples sont cités ci-contre :



- Le projet « Accompagnement de l'entrepreneuriat féminin en région de Kayes » (Mali);
- Le projet « Valorisation des initiatives locales de production et de transformation de patates douces » dans la wilaya du Gorgol (Mauritanie);
- Le projet « Emergence de micro-entreprises rurales pour nourrir les villes » dans les départements de Bakel et de Kanel (Sénégal);

Ces trois projets sont essentiellement portés par des organisations féminines, de leur phase d'identification et de formulation jusqu'à leur évaluation.

Les données collectées lors des monographies de territoires et des diagnostics de filières sont valorisées dans le cadre d'atlas économiques. Véritables outils de communication et d'aide à la décision, ces atlas seront présentés à l'occasion d'événements régionaux et nationaux ou lors de rencontres entre partenaires de coopération décentralisée et organisations de solidarité issues de la migration.

L'atlas économique de la région de Kayes a été réalisé en 2011, tandis que ceux des wilayas du Gorgol et du Guidimakha seront finalisés en 2012.

### **L'animation de coopérations territoriales**

L'appui aux dynamiques de co-développement local et aux porteurs de projets économiques contribue à la vitalité des collectivités locales et à l'attractivité de leur territoire. Dans la continuité de ces initiatives, les collectivités locales sont encouragées à tisser des partenariats stratégiques aux niveaux intercommunal, transfrontalier et international.

Au Sénégal et en Mauritanie, compte tenu du caractère novateur de l'intercommunalité, l'accompagnement a essentiellement consisté à :

- Identifier les potentiels intercommunaux en matière de ressources naturelles au sein d'un patrimoine culturel et historique commun ;
- Réfléchir à l'opportunité d'une valorisation en commun de ces ressources conjointes au cours d'ateliers collectifs.

C'est ainsi que les associations de maires au Guidimakha et au Gorgol ont été accompagnées dans l'organisation de l'atelier de promotion des coopérations territoriales

en décembre 2011 à Sélibaby. A la centaine de personnes présentes, se sont joints des partenaires du PAIDEL pour partager les expériences de coopération territoriale: l'ACGK (Mali), les GIC du Bosséa et de Bakel, l'ARD de Matam et l'association SAANE.

Au Mali, en complément de ce travail d'identification, les intercommunalités préexistantes ont été accompagnées dans la réalisation d'un certain nombre de projets communs:

- L'intercommunalité ACGK – et sa partenaire l'association de migrants en France AGDF – ont été appuyées dans l'élaboration du programme d'accès à l'eau potable et à l'assainissement du Guidimakha (avec Plaine-Commune, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, l'AFD), ainsi que dans l'animation autour de la place et du rôle particuliers des femmes dans les lieux de décisions.
- Les intercommunalités Benkadi et Djombuxu CPCD ont été accompagnées pour développer le fort potentiel touristique de leur territoire ;
- Les intercommunalités ACGK et CPCD ont posé les jalons de dispositifs d'appui à la micro entreprise rurale.

Un travail spécifique a été mené entre septembre et

novembre 2011 en matière de coopération transfrontalière: l'objectif était de sensibiliser les acteurs des 5 régions aux enjeux du développement de partenariats transfrontaliers et de s'accorder autour d'une stratégie commune. Dans cette perspective, les 5 régions du programme ont participé en octobre 2011 à un atelier « multi-pays » pour restituer les résultats des travaux de terrain.

En parallèle, le GRDR a poursuivi son travail de catalyseur entre les acteurs de ses différentes régions d'intervention autour notamment:

- D'un travail continu de prospection de nouveaux partenaires : de nouvelles collectivités territoriales sont approchées, mais aussi des organismes spécialisés en France tels que la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) ou Mairie conseils;
- D'un accompagnement dans la structuration des organisations de solidarités issues de la migration, notamment pour faciliter les liens entre la collectivité d'origine et la collectivité de vie des expatriés;
- De l'organisation de voyages d'échanges Sud/Sud et Sud/Nord destinés à favoriser la rencontre et l'interconnexion entre partenaires du GRDR.

A titre d'illustration de ces nouveaux partenariats, un accord de coopération décentralisée entre le Conseil de Cercle de



Kéniéba et le Conseil Général du Pas-de-Calais a été signé en décembre 2011 à Bamako. Un programme multi-acteurs a depuis été élaboré. Celui-ci se fonde notamment sur la valorisation des interdépendances entre les territoires.

### **Renforcement de capacités**

L'accompagnement de proximité des DADL porte sur plusieurs plans:

- **Humain:** deux agents ont été recrutés par l'AMAIG, un

- recrutement est en cours au niveau du GIC de Bakel;
- **Matériel:** acquisition de moyens de déplacement;
  - **Technique:** élaboration et mise en œuvre d'une programmation réaliste;
  - **Institutionnel:** le CRK a conduit en 2011 un diagnostic institutionnel et organisationnel afin d'améliorer sa capacité à organiser ses ressources humaines, techniques et financières. Ce diagnostic réalisé par un prestataire national a permis au conseil régional de disposer d'un organigramme fonctionnel, d'un plan de renforcement des capacités, d'un règlement intérieur révisé et d'un manuel de procédures.

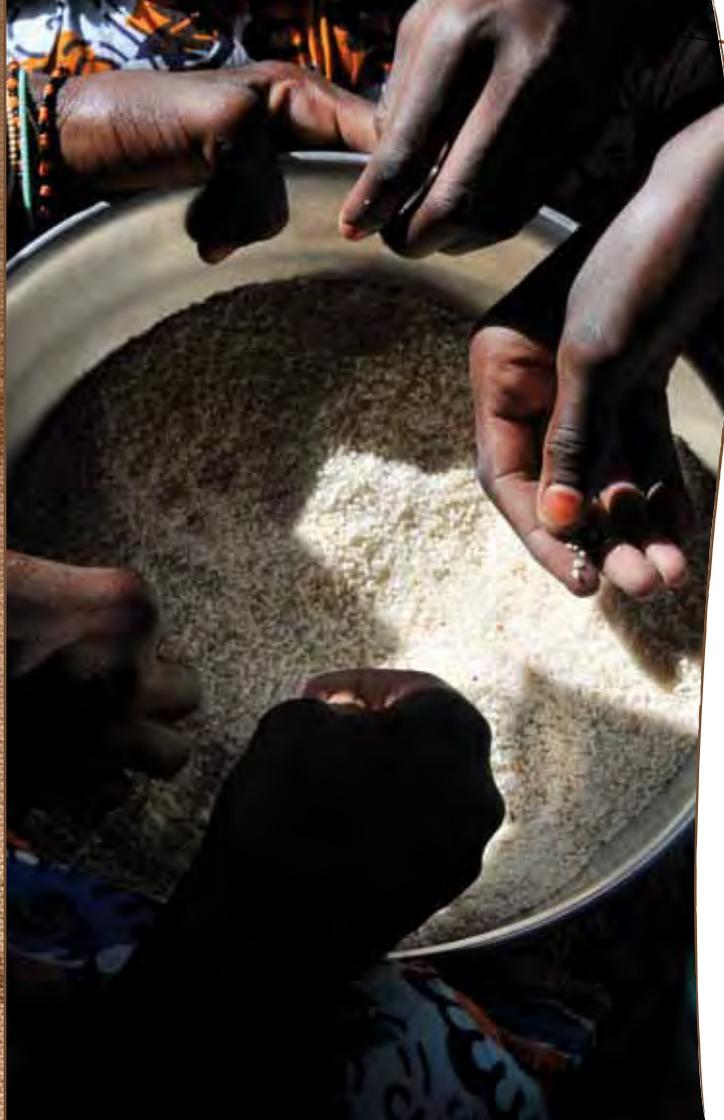
Un travail spécifique a été réalisé pour accompagner les partenaires à penser la viabilité économique des DADL. Diverses pistes sont explorées pour une diversification des sources de financements:

- Développer un système de cotisations;
- Faire participer les bénéficiaires à certaines prestations;
- Obtenir des appuis financiers sous forme de subventions de la part des Etats concernés;
- Développer des partenariats avec les institutions de financements, en particulier pour le volet « développement économique local »;
- Rechercher des partenariats internationaux.

« Les missions et ambitions du conseil régional de Kayes se sont considérablement développées ces dernières années. Aujourd'hui nous sommes dans une relation de proximité avec les intercommunalités de la région et développons une gamme de services pour répondre à leurs demandes. De telles évolutions nécessitent d'adapter notre organisation. Dans cette perspective, nous avons réalisé de notre diagnostic institutionnel et adopté un nouvel organigramme ! »

Founéké SISSOKO,  
Secrétaire général du Conseil régional de Kayes

La coopération territoriale est une réalité dans le bassin du fleuve Sénégal où les interdépendances entre les 3 régions frontalières ne sont plus à démontrer. En 2012, le GRDR travaillera avec les partenaires régionaux à l'animation de 5 à 10 communes en matière de conduite du processus de co-développement local.



## **PARTIE 2 "ALIMENTATION ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : SORTIR D'URGENCE DE L'URGENCE!"**

L'ancrage local du GRDR lui permet d'apporter des réponses rapides et adaptées aux besoins des acteurs et des territoires (village, commune, intercommunalité, cercle, département, région). Fin 2011, devant les prévisions médiocres de production agro-pastorale, médias et ONG humanitaires faisaient état du risque de crise alimentaire au Sahel. Pendant ce temps, le Secours Populaire Français se mobilisait pour que l'Union Européenne maintienne son dispositif de soutien à l'aide alimentaire qui, rappelons-le, bénéficie à plus de 3 millions de personnes par an en France. Contrairement à une idée répandue, l'abondance de nourriture et les bonnes récoltes ne peuvent garantir à elles seules l'alimentation de tous : les causes de l'insécurité alimentaire sont aussi, voire d'abord, sociopolitiques. Peut-on continuer à donner la priorité aux dispositifs d'urgence comme celui de l'aide alimentaire sans pour autant s'attaquer aux causes sociopolitiques de l'insécurité alimentaire ? Cette question s'est progressivement imposée au GRDR, particulièrement dans le cadre de son action en Afrique de l'Ouest.

## **Agriculture familiale : éléments d'une définition appliquée aux territoires d'action du GRDR**

Le concept « d'agriculture familiale » s'oppose à celui « d'agriculture capitalistique ». La première forme mobilise essentiellement (mais pas exclusivement) de la main d'œuvre familiale et vise à maximiser la rémunération de la force de travail et/ou de la terre. A l'opposé, la seconde forme mobilise exclusivement de la main d'œuvre salariée et vise la rentabilité maximale du capital financier investi. Divers travaux montrent que l'agriculture familiale est plus productive à l'hectare et plus durable au plan environnemental que l'agriculture capitalistique. Ces deux formes d'agriculture sont présentes en Mauritanie, au Mali, au Sénégal et en Guinée-Bissau bien que la paysannerie familiale prédomine largement dans les territoires d'action du GRDR. Nos expériences récentes montrent à quel point les agricultures familiales peuvent s'adapter à l'évolution des conditions de production : intensification dans le cas d'émergence de marchés (exemple du maraîchage autour de la ville de Kayes), extensification ou diversification en cas de contraintes fortes (concurrence des

importations céréalières, précarité foncière,...). Ainsi, ces agricultures intègrent toutes (...) des activités extra agricoles et quelquefois des revenus extérieurs, les migrations occupant souvent un rôle significatif dans leur économie.

Autre fait marquant : les agricultures familiales contribuent de façon significative à l'alimentation des marchés urbains des villes sahéliennes et littorales : bétail sur pied, légumineuses, fruits et légumes ou produits de cueillette sont autant de produits exportés des régions pour alimenter Dakar, Bissau, Ziguinchor, Kayes et de nombreux autres centres urbains de la sous-région. Toutefois, les fortes variations saisonnières de prix, les asymétries dans les négociations entre producteurs et intermédiaires (...) et l'évolution de la demande urbaine (solvabilité et habitudes alimentaires) ne sont pas toujours en faveur des producteurs locaux. La paysannerie familiale des territoires regroupe des systèmes d'activités très divers ; les inégalités dans l'accès à la terre et aux autres facteurs de production, aux marchés, aux revenus migratoires et aux réseaux sociaux caractérisent les systèmes de nos territoires d'action. Ces inégalités sont quelquefois préjudiciables à l'exercice d'une activité agricole durable et à celle d'une pleine citoyenneté pour tous.

## **Pour l'émergence de politiques publiques favorables à la souveraineté alimentaire.**

Fin juillet 2011, les équipes du GRDR ont formalisé un positionnement et une stratégie globale<sup>1</sup> : « *Le GRDR s'inscrit dans une perspective d'appui aux agricultures familiales [cf. encadré]. Il ambitionne, d'une part, de contribuer (...) à la*

*sécurisation du droit des usagers. D'autre part, son action doit favoriser une meilleure adéquation entre demande et production locale tout en garantissant une répartition plus équilibrée de la valeur ajoutée et des revenus plus stables aux producteurs. Compte tenu de la diversité des activités économiques conduites en milieu rural, son action doit aussi concerner les secteurs secondaires et tertiaires.*



*Le GRDR doit ainsi être à même de produire des références issues de sa recherche-action pour identifier les conditions qui garantiraient une contribution encore plus significative des agricultures familiales à la sécurité alimentaire de ses zones d'implantation. Il doit (...) partager ses démarches d'intervention et le résultat de ses actions avec les décideurs politiques et autorités. En tant que centre de ressources, le GRDR ambitionne d'analyser, avec ses partenaires locaux, les déterminants d'une souveraineté alimentaire profitable au plus grand nombre. Le GRDR se positionne ainsi en appui aux démarches de plaidoyer impulsées par ses partenaires locaux. (...) Il doit également (...) produire une contre-information susceptible de rendre compte plus justement des réalités de ses territoires ».*

<sup>21</sup> Extrait du document « Contribution des agricultures familiales à la Sécurité Alimentaire. Pôle Sahel et Littoral » 2 p. Document produit dans le cadre de « l'inter GRN-SA ».

## Le bilan des actions

***Œuvrer à une meilleure valorisation des complémentarités territoriales:***



Depuis 2007, le GRDR en Mauritanie travaille à l'émergence de magasins d'aliments locaux dans les zones rurales déficitaires. Dans le cadre du Projet de relance vivrière communautaire achevé en 2011, 40 magasins de stockage ont été construits et approvisionnés avec plus de 1000

### **Donner une chance à la production locale**

En Mauritanie, les distributions gratuites et quasi systématiques de vivres importés (riz, blé) font baisser le prix des céréales locales. Devant ce constat, plusieurs questions doivent être posées :

\* Comment faire pour limiter les effets négatifs de l'aide alimentaire conventionnelle sur les magasins de produits locaux ? Quelle implication de l'Etat et de ses partenaires dans la couverture du différentiel de prix ? L'Etat pourrait tout à fait affecter une partie de ses subventions pour la consommation du sorgho, du maïs et du niébé. Ce type d'action contribuerait à rendre accessible les productions locales et à relancer l'économie agricole familiale : dans les zones rurales, tous les paysans produisent ces céréales et légumineuses.

\* Quelles sont les économies d'échelle possibles pour diminuer le différentiel de prix ? Des marges de progrès existent quant au coût de transport et de manutention : il convient de mieux les étudier.

tonnes de sorgho, maïs et niébé achetées à un prix rémunérateur auprès de coopératives ou de producteurs individuels installés dans des zones excédentaires. Un comité de gestion a été constitué et formé pour chacun des stocks. Cette action réactive ainsi des logiques de complémentarité territoriale anciennes au Sahel. Elle a bénéficié cette année à plus de 2000 familles et a permis de promouvoir la consommation de produits locaux.

***Sécuriser l'accès la terre pour les catégories de producteurs précaires: formalisation de la démarche « d'entente foncière ».***

Dans le bassin du fleuve Sénégal, les logiques néo-coutumières de gestion du foncier s'opposent à celles promues par l'Etat. En Mauritanie par exemple, la loi foncière de 1983 stipule que « la terre appartient à celui qui la travaille » tandis que, dans la pratique, le faire-valoir indirect précaire comme le métayage ou le fermage de courte durée est la règle dans les zones d'intérêt agro-pastoral (abords des cours d'eau, bas-fonds). Dans cette situation préjudiciable à la valorisation durable de l'espace, les pratiques de gestion du foncier attestent en outre de la persistance d'inégalités sociales très fortes: une poignée de nantis contrôle toujours l'accès aux meilleures terres tandis que les véritables exploitants ne disposent que de droits précaires.

### **L'entente foncière : principes et résultats**

L'entente foncière est l'aboutissement d'un dialogue au sein de cadres de concertation territoriaux composés d'élus, de représentants de toutes les localités et des différentes catégories sociales (femmes, jeunes) présents sur la commune. Ces cadres statuent par consensus sur la base des éléments techniques et socioéconomiques (profil socioéconomique des localités, pression foncière, coûts de l'aménagement, impact probable, etc.). À l'issue du choix des sites d'aménagement, une enquête socio-foncière poussée est engagée de manière à identifier les ayants-droits localement reconnus. S'engage alors un dialogue entre ces ayants-droits, le cadre de concertation territorial et les services techniques de l'État afin de valider le principe de l'aménagement et décider ensuite des règles d'accès à l'espace aménagé. L'ensemble des éléments est consignés dans un document écrit qui sera visé par les ayants-droits, le préfet et le maire de la commune. Quelle que soit l'issue du processus de concertation, cette approche permet l'émergence d'un dialogue structuré et ouvert autour de l'accès au foncier et, parfois, la reconnaissance par écrit de droits fonciers pour les groupes socialement marginalisés.



Dans la perspective d'une part de concilier logique étatique et néo-coutumière et d'autre part de sécuriser les droits des plus précaires, le GRDR a développé une démarche « d'entente foncière » (cf. encadré). Au Mali et en Mauritanie, des aménagements agricoles de plus de 600 hectares ont ainsi été réalisés au bénéfice de 4 000 familles socialement précaires.

### ***Articuler production et demande alimentaire urbaine locales.***

L'urbanisation et les retombées économiques des migrations constituent des opportunités réelles de développement pour la paysannerie familiale. A Kayes au Mali, le GRDR a ainsi contribué à l'émergence du Réseau des Horticulteurs (RHK) qui travaille aujourd'hui tant sur l'amélioration des conditions de production que de commercialisation des fruits et légumes. En 2011, le RHK, a développé un programme expérimental de vente directe de produits maraîchers « biologiques » à destination des couches sociales aisées de la ville de Kayes. Au Sénégal oriental, comme en région de Cacheu (Guinée-Bissau), au Gorgol et au Guidimakha (Mauritanie), le GRDR a centré son action sur l'appui aux productions commercialisées par des groupements féminins : huile de palme, lait frais, aubergine et patate douce, poulets, bœuf engraisé.

### **L'embouche ovine, levier de promotion économique des femmes dans les zones rurales du sud de la Mauritanie**

La pratique de l'embouche ovine occupe une place non négligeable dans l'économie domestique des ménages mauritaniens. Elle s'est développée en réponse à une demande rurale et urbaine croissante. Peu pénible et peu exigeante en travail, elle permet de valoriser les déchets ménagers et les sous-produits agricoles en générant des revenus appréciables pour les femmes qui la pratiquent. Il convient cependant de noter que de nombreux



intermédiaires viennent prélever une partie non négligeable de la valeur ajoutée et que, par ailleurs, la conduite locale des bœufs ne garantit pas toujours les meilleures marges. Dans le cadre du Projet de Relance Vivrière Communautaire, des coopératives de productrices ont testé des protocoles alternatifs d'embouche dans la perspective d'améliorer leurs marges. Au total, 900 femmes impliquées dans le processus ont pu échanger avec leurs pairs d'autres communes et participer à l'élaboration de livrets pédagogiques en langue locale.



## Les perspectives 2012 et au-delà

Au niveau du pôle Sahel, trois grands chantiers sont en cours de consolidation :

- Construire, au côté des élus locaux et des organisations agro-pastorales, un plaidoyer pour des politiques publiques favorables à la souveraineté alimentaire ;
- Développer la démarche d'entente foncière à l'échelle élargie de l'intercommunalité, notamment pour aborder les questions de transhumance qui donnent lieux à de

nombreux conflits agropastoraux ;

- Œuvrer à l'amélioration de la rémunération du travail agro-pastoral avec la recherche-action sur la production, la transformation et la commercialisation de produits locaux, l'appui à l'entrepreneuriat et l'accompagnement de la production irriguée.

Au niveau du pôle Littoral, l'année 2012 sera marquée par le démarrage d'un programme centré sur « la gestion durable des ressources naturelles des espaces littoraux ».

## PARTIE 3 POLITIQUES PUBLIQUES ET PRIORITÉS DES MIGRANTS : QUELLE CITOYENNETÉ LOCALE EN FRANCE ?

### Contexte global

Les politiques publiques françaises sont fortement marquées ces dernières années par les enjeux de la gestion des flux migratoires et les problématiques des banlieues. Ces orientations politiques se traduisent par une redéfinition des champs de compétences et des moyens financiers des principaux dispositifs de l'Etat dédiés à la question de l'intégration. Les différents échelons de mise en œuvre de l'action publique recourent des champs de compétences et d'intervention variés, dont la cohérence et la coordination font l'objet d'enjeux sur les territoires. Ainsi l'action éducative, la prévention socio-sanitaire, l'égalité hommes/femmes concernent aujourd'hui une multitude d'opérateurs : *politique de la ville (ACSE/DRJSCS), politiques d'intégration (DAIC), collectivités territoriales, fédérations, associations*. Cette recherche de cohérence dans les activités, de compréhension des enjeux sur les territoires et d'implication des partenaires dans les actions sont au cœur de la démarche du GRDR dans ses zones d'intervention en France : Ile-de-France, Haute-Normandie, Nord-Pas-de-Calais. Le public concerné par l'action n'est pas homogène dans

ses origines et ses trajectoires. Il vit majoritairement dans les quartiers dits difficiles. Dans son rapport annuel en 2011, l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (ONZUS) créé pour « mesurer l'évolution des inégalités sociales » souligne que **52,6 % des habitants des 751 quartiers de la politique de la ville sont issus de l'immigration**. Ces quartiers concentrent une part importante des jeunes d'origine étrangère qui, selon Stéphanie Morel, « *sont indirectement les sujets de ces politiques de compensation et de réduction des écarts à la norme, qui font de l'origine un handicap supplémentaire dans l'intégration à la société et, partant, dévalorisent les identités* » (Morel, 2002 in Dhume, Dukic, Chauvel, Perrot, 2011). Cette problématique des territoires est abordée en tenant compte des orientations des politiques publiques qui privilégient les primo-arrivants, les femmes, les personnes âgées et les jeunes.

### Enjeux et priorités d'action

Le GRDR est un acteur citoyen ancré sur les territoires. Il se donne pour mission d'identifier des solutions aux

priorités du public. En 2011, les migrants étaient le public prioritaire à travers les groupes femmes, enfants scolarisés et les migrants vieillissants. Les actions centrées sur l'accès aux droits socio-sanitaires des migrants vieillissants et le soutien des initiatives féminines ont été reconduites et étendues. Des diagnostics territoriaux réalisés dans les quartiers et les foyers ont aussi permis de diversifier ce champ d'intervention: la prévention socio-sanitaire des femmes, la formation des professionnels de l'action sociale et sanitaire ainsi que la scolarisation des jeunes d'origine subsaharienne ont fait l'objet d'actions spécifiques.

**Prévention socio-sanitaire des femmes:** Les femmes africaines se sentent très peu concernées par les campagnes d'information portant sur la santé « féminine » car ces campagnes abordent des sujets « culturellement » tabous. Dès lors une approche a été développée pour cerner et résoudre les obstacles d'accès sur des sujets comme la contraception, les maladies sexuellement transmissibles et les mutilations sexuelles.

**Formation des professionnels de l'action sociale et sanitaire:** comment les professionnels intervenant auprès du public migrant vieillissant peuvent-ils appréhender certains codes culturels pour établir une relation

de confiance? Le GRDR a proposé des formations sur la communication interculturelle.

**Recherche action sur la scolarisation des enfants d'origine subsaharienne:** en partenariat avec l'éducation nationale, les associations de migrants et les villes d'Auberwilliers et des Mureaux, une réflexion collective a permis de déconstruire les idées reçues sur la scolarisation des enfants de migrants. Cette thématique est d'autant plus importante qu'elle est quasi systématiquement perçue sous l'angle de l'échec scolaire et de la démission des parents qui seraient, selon les préjugés, plus préoccupés par leur village d'origine que par leur insertion en France.

## Résultats des actions 2011

### *Les associations, relais du changement social*

Dans le foyer comme dans le quartier, les migrants et leurs familles se sont en permanence adaptés aux évolutions des politiques publiques les concernant en tant qu'étranger résident ou comme « citoyens de fait » bénéficiant du droit commun. Au fil des années, la création ou l'adhésion à une l'association reste la voie privilégiée pour faire face efficacement aux difficultés auxquelles ils sont confrontés. Ainsi, à Rouen, les femmes d'origine

subsaharienne et maghrébine se sont organisées en associations pour relayer les campagnes de santé publique. Avec des médecins bénévoles et à travers des ateliers santé « paroles de femmes », des questions importantes sur la prévention VIH, sur l'excision ou les grossesses multiples ont été traitées sans préjugés ni jugement de valeur. Cette démarche appréciée a conduit à l'élaboration d'un livret présentant quelques principes clés pour des animations collectives sur la contraception, l'excision ou le VIH. Cette action a permis de sensibiliser les femmes et de renforcer les compétences des responsables associatifs qui ont développé un travail de sensibilisation dans leurs territoires (Rouen, Evreux, Le Havre).

Les associations constituent pour les femmes un lieu de ressources, de développement de compétences et de promotion. Espaces de dialogue, d'apprentissage et vecteur de citoyenneté, les associations sont des leviers essentiels aux processus d'inclusion des femmes. En novembre 2011, un forum a été organisé sur le thème « Initiatives de femmes & développement économique et sociale ». Cette journée a constitué un moment fort du positionnement du GRDR comme tête de réseau des associations de femmes subsahariennes, tant sur les thématiques abordées que sur la mobilisation. La diversité



des initiatives réalisées avec l'ensemble des partenaires en matière de parentalité, de gestion du changement, d'inter-culturalité, de lutte contre la délinquance, d'insertion professionnelle ou encore des problématiques de santé étaient au centre de ce forum.

### ***Le territoire comme lieu d'expression de la citoyenneté***

L'exposition intitulée « Parcours de femmes africaines en France » a été l'occasion de présenter un travail sur le quo-

tidien des femmes migrantes, leurs initiatives associatives, et de faire ressortir les histoires d'intégration réussies donnant une image positive de l'insertion des immigrés subsahariens en France.

Les enjeux de l'insertion professionnelle trouvent des déclinaisons opérationnelles sur les territoires à travers l'appui aux porteurs de projets économiques et l'accompagnement des parcours d'emploi. En 2011, un nouvel axe de travail en direction des jeunes a été expérimenté à travers un atelier intitulé « découverte des techniques de recherches d'emploi en faveur de l'insertion profes-



sionnelle des jeunes ». Cet atelier a été mené dans la ville des Mureaux au sein du bureau information jeunesse en partenariat avec des associations locales (Femmes Unies, le Collectif des Réprimeurs des oubliés de la misère sociale, le Réseau des associations de solidarité internationale du Val-de-Seine et la mission locale des Mureaux).

### ***Formation à l'interculturalité en direction des praticiens de l'action sociale***

Les programmes de formation sur la communication interculturelle ont permis aux praticiens de mieux prendre en compte les déterminants sociaux et culturels dans leurs pratiques d'accompagnement des personnes immigrées. Les difficultés de la prise en charge des personnes âgées liées aux représentations socioculturelles ayant par exemple souvent été évoquées, chaque participant a pu exposer sa méthode pour atteindre ses objectifs. La formation proposée a contribué à réajuster les connaissances, les représentations sur les besoins de ce public et de renforcer les compétences en communication interculturelle des professionnels de droit commun. A l'issue de cette formation et grâce aux études de cas abordés, un outil pédagogique a été proposé pour dépasser les a priori culturels et proposer à tout public une offre de service de qualité.

***Lutter contre les idées reçues sur la scolarisation des enfants originaires d'Afrique subsaharienne en créant des espaces de dialogues entre les différents acteurs de l'institution scolaire et les parents***

La recherche-action sur l'éducation s'est déroulée à Aubervilliers et aux Mureaux, où un comité de pilotage composé des différents acteurs institutionnels de l'Éducation nationale a été mis en place avec la participation des municipalités. Cette rencontre avec les membres de l'institution scolaire, notamment les directeurs d'académies, les enseignants et les directeurs d'établissements a été facilitée par la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO) et par la Direction de l'accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC).

Les données relatives à l'offre scolaire sur les territoires de l'étude révèlent l'enjeu de l'implication des familles vis-à-vis de l'école et des dispositifs de soutien ou d'accompagnement. Les premiers résultats montrent des incompréhensions liées aux représentations et stéréotypes fortement ancrés de part et d'autre, et une faible fréquentation de l'école par les familles. Les difficultés rencontrées par ces dernières pour maîtriser et intervenir dans les processus d'orientation sont significatifs des décalages qui peuvent exister entre les attentes des dif-

férents acteurs: projet et aspiration de l'enfant, projet des familles pour l'enfant, affectations des effectifs d'élèves et représentation type de l'élève de la part des enseignants. Les dispositifs, s'ils profitent à certains types d'élèves, sont insuffisants au regard des besoins et des demandes et rencontrent des difficultés structurelles (personnel, pérennité, superposition, ressources...). Pour les parents immigrés défavorisés, l'école est un moyen permettant aux enfants d'échapper aux conditions de vie difficile. Elle constitue un formidable levier pour la promotion sociale et économique pour un tiers des familles rencontrées. Cette action a mis en évidence dans ce contexte le rôle des associations comme vecteur de citoyenneté et relais des politiques publiques en matière d'éducation sur les territoires de vie.

## **Perspectives 2012**

Les familles d'origine africaine gagneraient à être mieux outillées pour favoriser leur implication dans les parcours scolaires et leur rapprochement avec les acteurs sociaux

et institutionnels. Les recherches et observations de terrain indiquent que des liens existent entre l'absence de dialogue entre familles et les institutionnels, et les difficultés d'insertion de certains enfants d'origine étrangère. Avec nos partenaires, des actions en direction des familles seront mises en place pour favoriser le lien et l'interconnaissance entre les différents acteurs sociaux et éducatifs, ainsi que l'information et le renforcement des compétences des professionnels dans leurs pratiques et modes d'intervention auprès de ces publics.

Une attention particulière sera portée aux associations de femmes afin de garantir une appropriation des outils d'animations produits pour développer des actions de sensibilisation dans leurs territoires.





## **PARTIE 4 LES MIGRANTS TISSENT ET MÉTISSENT L'EUROPE ET L'AFRIQUE DE L'OUEST**

Le GRDR a poursuivi en 2011 un travail de rééquilibrage du dialogue sur les migrations dans un contexte institutionnel euro-africain crispé autour de la gestion du voyage et de la résidence des étrangers. Croiser les regards, produire des connaissances dépassionnées, tisser les territoires par des projets de co-développement, appuyer l'émergence de voix locales et internationales sur les migrations : tels ont été les fils conducteurs de son action tout au long de l'année.

### **Des contextes contraignants pour la mobilité humaine**

Les réactions aux mouvements de « Printemps » et aux mouvements « d'Indignés » autour de la Méditerranée, la géopolitique mouvante en Tunisie et Libye, les annonces de murs et d'externalisation des frontières de l'espace Schengen, l'insécurité alimentaire et politique au Sahel forment aujourd'hui un terrain propice au durcissement des politiques migratoires dans le système de mobilité

euro-africain. Ce contexte global, toujours aussi difficile, amène néanmoins des redéfinitions et des questionnements. Les droits des migrants deviennent une priorité dans les discours, notamment dans la « stratégie de Dakar » adoptée en novembre 2011 lors de la conférence euro-africaine sur les migrations et développement.

En Europe, la Commission Européenne a lancé une vaste consultation pour réactualiser son approche globale de la question des migrations et des mobilités. Le document produit le 18 novembre 2011 prône une approche davantage centrée sur le migrant. En France, les parlementaires ont commandité un audit publié en mai 2011 sur la politique d'immigration, d'intégration et de codéveloppement de la France, très critique sur la politique du chiffre et l'instrumentalisation des accords de coopération.

En Afrique de l'Ouest, avec l'appui de l'Union Européenne, de l'OIM et des Nations-Unies (PNUD), les politiques migratoires nationales se (re) dessinent. Le gouvernement malien a ainsi lancé un chantier de définition de sa politique nationale migratoire (PNM) jalonné de diverses consultations dans et en-dehors du pays. La Mauritanie a lancé en mai 2011 le recensement général de la population avec comme objectif de lutter contre l'immigration illégale, une action très controversée qui a provoqué de fortes tensions internes. Quant au gouvernement du Sénégal, il a instauré en 2011 une semaine nationale des migrants

autour du 18 décembre pour poser les bases de sa politique migratoire... mais sans en informer la plupart des ressortissants vivant à l'étranger. Cette politique s'oriente vers une réciprocité des visas et une gestion du séjour des étrangers avec la mise en place d'une carte de séjour.

### Un déséquilibre des « temps de parole » sur les migrations

Concernant les migrations, les grands ensembles sous régionaux que constituent l'Europe et l'Afrique de l'Ouest demeurent très interdépendants. Le processus de dialogue euro-africain sur les migrations et le développement, initié en 2005 et prolongé à Dakar en novembre 2011, reste calqué sur l'approche européenne. Cependant, les voix des acteurs européens et africains se font entendre de manière déséquilibrée. Réunie lors d'un sommet citoyen à la même date, la voix de la société civile peine à trouver audience dans les déclarations officielles les plus médiatisées. Les associations de migrants, les autorités locales et les opérateurs aux frontières restent à l'écart

« En Europe, les migrants ne mangent même pas chaud tous les jours. En Afrique grâce à eux, le foyer ne s'éteint pas: il y a toujours à manger pour la famille. » Roi de Bas-saref, forum d'ouverture du projet RICODEV à Canchungo, Guinée-Bissau.

des processus de décision alors qu'ils sont confrontés au quotidien à la relation entre migrations et développement.

## Et le GRDR dans tout ça ?

### *Le positionnement du GRDR: tisser et relier les sociétés*

En juillet 2011, l'association a réaffirmé son positionnement: « Les migrantes et les migrants tissent le monde de demain. Dans la durée, ils relient les sociétés et contribuent au développement de leurs territoires d'origine comme de leurs territoires de vie. Le GRDR valorise cette double appartenance. Il agit pour que les migrants soient des acteurs reconnus des sociétés ». L'année 2011 a été employée à fortifier les imbrications essentielles entre Migration, Citoyenneté et Développement, en Europe comme en Afrique de l'Ouest, dans une confiance mutuelle au service de l'action.

### *Regards et discours sur les migrations: croiser les méthodes et les actions*

Les principes d'action retenus consistent à croiser les regards pour poser autrement les termes du débat sur les migrations en faisant se rencontrer et intervenir les migrants, chercheurs, acteurs de la société civile, institutions internationales comme autorités locales. Les méthodes pour alimenter les discours et les perceptions

« Je considère ma double nationalité comme une chance, mais je me vois d'abord comme une citoyenne du monde »  
Hindati, jeune franco-malienne.

sont diversifiées: citons le retour sur expériences via la capitalisation, la sensibilisation par le jeu ou le quizz, l'animation participative par les thés palabre, le montage et le suivi de projets de co-développement, la mise en réseau des acteurs locaux concernés, les enquêtes de terrain sur la participation des migrants au développement des territoires ou encore la recherche-action. En interne, les allers et retours constants entre les équipes européennes et ouest-africaines sont les garants d'une méthodologie croisée et de regards métissés sur la mobilité humaine. Néanmoins, les financements soutenant les actions qui se déroulent « un pied ici, un pied là-bas » restent encore peu développés.

## Les actions entreprises en 2011

### *Appui aux initiatives de co-développement*

Pas moins de 16 projets de co-développement ont été appuyés dans le cadre du Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Locales et aux Collectivités Territoriales (PAIDEL-CT). Ils concernent: les secteurs de l'eau potable, l'éducation, les médias radio, l'assainisse-

ment, la santé, la mise en place de périmètres irrigués, la formation professionnelle.

Les équipes du PAIDEL-CT accompagnent la mise en lien des autorités locales avec les associations de ressortissants des communes concernées résidant en France. Pour ce faire, 9 missions « double espace » ont été organisées avec des représentants des collectivités locales des 4 pays d'intervention du GRDR.

### **Formation et information**

Les 7 modules de formations destinés aux migrants en France ont notamment porté sur le montage de projets, la gestion associative et la prise de parole en public. L'information des fédérations sur les activités qu'elles mènent avec l'appui du GRDR a pu être diffusée auprès de leurs membres lors du Forum des fédérations à Paris le 17 décembre 2011.

En Afrique de l'Ouest, 3 formations destinées aux acteurs locaux ont porté sur les liens entre migration et développement, le plaidoyer et les discours adressés aux médias sur les migrations. Les informations collectées sur les projets et les compétences de migrants au Mali durant le projet Education au co-développement au Mali ont été diffusées lors du forum de clôture (mars 2011).

Le démarrage des projets sur les migrations au Sénégal

(en partenariat avec l'Union Solidarité Entraide, USE) et en Guinée-Bissau, sur financement de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest, a permis d'amorcer le débat local sur les migrations.

### **Capitalisation: brassage des souvenirs entre ici et là-bas**

En Europe, la capitalisation thématique annuelle du réseau Eunomad a porté en novembre 2011 sur le renouveau des pratiques de co-développement.

Au Mali, le projet co-développement s'est terminé en mars 2011 par la finalisation des enquêtes et la rédaction des documents de capitalisation. 1379 projets ont été répertoriés sur deux cercles, 300 ont été analysés en profondeur grâce à la mémoire collective des migrants en France et des habitants au Mali. 312 migrants de retour prêts à mettre leurs compétences au profit du développement de la région de Kayes ont été identifiés. Une prochaine étape cherchera à identifier les connexions possibles avec les modules de formation professionnelle dispensées en région de Kayes: comment valoriser ses compétences acquises pour le développement des savoir-faire au Mali? En Mauritanie, une capitalisation spécifique sur les migrations et la sécurité alimentaire a été menée dans le cadre du Projet pour l'émergence d'un plaidoyer pour la sécurité alimentaire régional au Guidimakha en octobre 2011.

Dans le cadre de sa mission d'appui à la capitalisation au sein du réseau européen Eunomad, le GRDR a spécifiquement travaillé avec les membres du réseau sur le renouveau des pratiques de co-développement des jeunes générations de migrants et des ressortissants d'origine immigrée sur les territoires en Europe. Après l'étude des compétences sociales (2009) et économiques (2010) des migrants, le sujet des compétences propres à la jeunesse en matière de co-développement est apparu central pour mieux comprendre et intégrer les évolutions actuelles qui s'opèrent tant dans les caractéristiques de la migration (féminisation, niveau scolaire élevé) qu'en termes de pratiques (accentuation des projets sur l'économie, liens plus solides avec le pays d'accueil, etc.). A l'heure où les plus anciens pensent souvent à « la relève » et où les derniers arrivés d'une diaspora se trouvent dispersés entre plusieurs pays d'Europe, il est essentiel d'ancrer la réflexion du réseau dans les évolutions rapides des migrations et des pratiques de co-développement.

### ***Mise en réseau: tisser la toile entre les acteurs et entre les espaces de la migration***

« Unis, on est plus fort » : partant de ce postulat, le GRDR s'emploie à renforcer les capacités des fédérations et réseaux abordant les migrations.

En France, un répertoire des membres de fédérations d'associations de ressortissants des zones d'intervention a permis d'identifier 1000 associations membres, de répertorier les contacts de 1800 membres actifs. L'appui à la structuration des fédérations a eu des résultats importants comme l'ob-

tention du numéro PADOR qui leur permet d'être reconnues par l'Union Européenne dans le cadre des démarches administratives et financières ou encore le développement de l'information en interne et en externe qui augmente à la fois leur efficacité et leur visibilité. Le réseau Eunomad France, auquel le Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM) a adhéré au second semestre de 2011, anime la thématique Migrations et développement de façon soutenue dans le pays. En Europe, le réseau Eunomad a tenu son Assemblée Générale annuelle les 25 et 26 novembre 2011 à La Haye. Au Mali, la structuration de l'Espace Migration Développement en région de Kayes (EMDK) se poursuit avec une réflexion sur son cahier de procédures, l'enjeu majeur étant d'intégrer à cet espace des ressortissants parfois éloignés de 5000 km!

### ***Plaidoyer: des « caisses de résonance » pour rééquilibrer le dialogue***

Le GRDR s'est saisi de multiples occasions de plaider afin de faire participer ses partenaires migrants et autres acteurs de la migration aux dialogues publics sur les migrations. Quelques exemples :

- Mission à Agadir au Maroc en janvier 2011 pour croiser les pratiques Sud-Sud-Nord avec IDD (Immigration Développement Démocratie)

## La sécurité alimentaire et les migrations dans le Guidimakha mauritanien : un regard nuancé au cœur des pratiques

Les résultats de l'enquête sur les migrations du Projet pour l'Emergence d'un Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire Régional au Guidimakha (octobre 2011) suggèrent que les migrations ont un impact sur la sécurité alimentaire à plusieurs niveaux :

- Les revenus migratoires contribuent à améliorer le pouvoir d'achat.
- L'investissement des migrants en milieu urbain (immobilier, transport) et rural (élevage, boutiques) leur permet de sécuriser un revenu sur le long terme tout en s'affranchissant des risques liés à leur profil migratoire (risque de chômage, vieillissement...).
- L'émigration modifie fortement l'organisation du travail agricole (développement du salariat), accentue les différenciations sociales et influence les habitudes alimentaires.

Il faut noter que cet impact s'inscrit dans une évolution globale marquée notamment par la politique de sécurité alimentaire mauritanienne, basée sur les importations céréalières et la stabilisation du prix des denrées de base.

- Réponse du Réseau Eunomad à la consultation de la Commission Européenne sur le volet « Migration et développement » de son approche globale, en juin 2011.
- Animation multi-territoriale par l'EMDK autour de la politique nationale migratoire malienne de juin à octobre 2011.

- Co-organisation et participation au sommet citoyen sur les migrations et le développement pour la liberté de circulation à Dakar en novembre 2011.
- Participation de l'EMDK au forum « Migration et changement climatique » à Bruxelles en novembre (CNCD).

## Des partenariats installés dans la mobilité

Les partenariats du GRDR sur les migrations regroupent différentes familles d'acteurs concernés par les mobilités humaines, leurs impacts et leurs connexions avec les territoires.



« On ne parle pas des migrants interafricains alors qu'on fait beaucoup de bruit autour des quelques milliers de migrants partis en Europe ». Bandiougou Diawara, président du Conseil régional de Kayes, au Forum des fédérations en France le 17 décembre 2011.

En 2011, le GRDR a fait le choix de considérer l'échelle régionale comme étant la plus pertinente pour porter une dynamique de capitalisation aussi bien de dialogue et de plaidoyer politique à l'échelle nationale. Parmi les partenaires :

- **Territoires :** les Conseils régionaux de Sédhiou et Matam, le Cabinet de Planification de Cacheu, le Conseil régional de Kayes, l'Association des Maires et Parlementaires du Gorgol, et l'Association des Maires du Guidimakha.
- **Réseaux :** Eunomad et ses membres, Groupe Migrations du CRID.
- **Société civile :** USE, Fédérations des ressortissants RAME, CBMF, CADERKAF, UAGF, UAGD, CONGAI, les associations communales de ressortissants, AME, EMDK.
- **Les partenaires financiers :** UE, CEDEAO/AECID, CFSI, CCFD, AFD, région Ile-de-France.

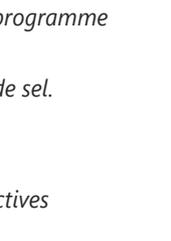
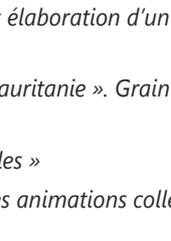
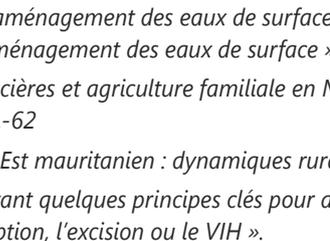
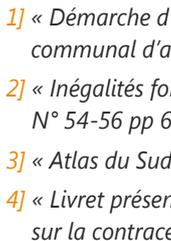
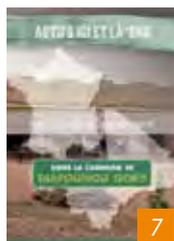
## Perspectives 2012 : valoriser les dynamiques locales transnationales

Le GRDR a adopté un regard novateur en mettant l'accent sur les migrations intra-africaines ou l'expérimentation des actions croisées entre territoires d'action. La situation politique tendue au Sahel et sur le littoral ouest-africain nécessite une forte orientation sur les dynamiques locales, qui risquent toutefois d'être affectées par le retour à des Etats centralisateurs en période de crise. Le processus d'harmonisation des activités sur cette thématique nécessite du temps pour qu'ait lieu une véritable appropriation régionale. Le Sénégal et la Guinée-Bissau commenceront dès 2012 à porter des projets spécifiques sur les migrations, expérimentant le volet capitalisation, formation et mise en réseau que ce soit en Europe ou en Afrique de l'Ouest.

Enfin, la réflexion sur les dynamiques migratoires intra-africaines prendra de l'ampleur en 2012 avec l'étude sur les acteurs en présence à Nouakchott, la mission d'observation à la frontière Mali-Sénégal et le répertoire associatif des bissau-guinéens installés au Sénégal et en Gambie.

# PUBLICATIONS DU GRDR EN 2011

Tous les documents sont téléchargeables sur notre site [www.grdr.org](http://www.grdr.org)



1] « Démarche d'aménagement des eaux de surface : élaboration d'un programme communal d'aménagement des eaux de surface ».

2] « Inégalités foncières et agriculture familiale en Mauritanie ». Grain de sel. N° 54-56 pp 61-62

3] « Atlas du Sud-Est mauritanien : dynamiques rurales »

4] « Livret présentant quelques principes clés pour des animations collectives sur la contraception, l'excision ou le VIH ».

5] « Actes du forum de Nouakchott « Dialogues sur les migrations »

6] « Répertoire des associations bissau-guinéennes en France »

7] « 50 ans de pratiques de codéveloppement en région de Kayes : outils de capitalisation dans 3 cercles »

8] « Atlas économique de la région de Kayes » [www.atlaskayes.webou.net](http://www.atlaskayes.webou.net)

9] « Les femmes rurales de Mauritanie améliorent leur pratique d'élevage familial de bœliers »





## FINANCES

Malgré un contexte difficile, le GRDR a réalisé en 2011 une activité à hauteur de 5,8 M€ avec un résultat légèrement positif (+39 556€) dépassant ainsi le budget prévisionnel de 5,1 M€ établi fin 2010. Cette croissance de l'activité tirée par les programmes de sécurité alimentaire et de développement local en Afrique de l'Ouest a tout d'abord bénéficié aux partenaires locaux auxquels ont été consentis d'importants transferts de ressources.

L'activité en France et en Europe a également progressé pour passer de 11% en 2010 à 16% en 2011, une performance encourageante compte tenu du contexte politique tendu autour de nos axes de travail et territoires d'intervention.

En 2011, la Commission européenne reste le premier partenaire financier du GRDR, résultat de la qualité des programmes soumis suite aux appels à proposition lancés depuis Bruxelles et de la qualité du dialogue entretenu par nos équipes en Afrique de l'Ouest avec les délégations de l'Union Européenne.

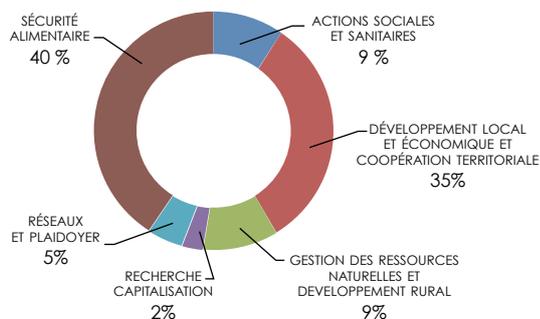
Les ressources publiques françaises restent stables avec toutefois une tendance à la baisse pour les collectivités locales. Ces dernières doivent faire face à la fois au tas-

sement de leurs budgets de solidarité internationale et à l'augmentation des sollicitations de cofinancement des associations pour contourner l'obstacle des procédures appliquées par les principaux bailleurs (UE, ministères, AFD, fondations...). En revanche, les fonds privés affichent une nette progression passant à 18%, ce qui constitue un indicateur de l'amélioration de notre communication notamment vis-à-vis des fondations.

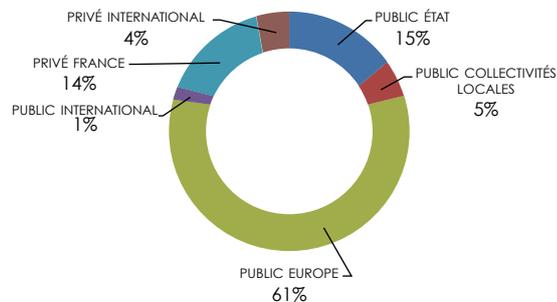
Enfin, le résultat positif pour 2011 confirme l'amélioration de l'outil de gestion qui nous a permis d'anticiper les fins de conventions pluriannuelles. Pour 2012, nous devons poursuivre ce travail et renforcer nos outils comptable,

analytique et global de manière à apporter plus de fluidité dans l'information et plus de sécurité tout au long de l'exercice. En anticipant sur le prochain exercice au 1er janvier 2012, le GRDR renouera avec des capitaux propres positifs grâce au CCFD qui a accepté de transformer le prêt de 150 k€ consenti en 2010 en apport associatif avec droit de reprise à 10 ans. Cette situation inédite depuis 9 ans sera sans aucun doute un formidable levier pour mobiliser les adhérents, les salariés et certainement nos partenaires en vue de poursuivre cette dynamique importante de recapitalisation, faire face aux fluctuations de l'activité et poursuivre notre engagement citoyen en Europe et en Afrique de l'Ouest.

#### REPARTITION FINANCIÈRE PAR ACTIVITÉS



#### REPARTITION FINANCIÈRE PAR SOURCES DE FINANCEMENT



“Si tu veux aller vite...  
marche seul.  
Si tu veux aller loin,  
marche avec les autres.”

(Proverbe africain)



→ INSTITUTIONS PUBLIQUES

- Ministères français (Affaires Etrangères, Affaires Sociales, Immigration, Politique de la Ville)
- Agence Française de Développement
- L'ACSÉ nationale et régionale
- Agences de l'eau : Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Seine-Normandie
- Direction de la Décentralisation, Sénégal

→ COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

- Commission Européenne
- AECID - Espagne
- FIDA
- PNUD
- USAID

→ FONDATIONS

- Fondation Michelham of Hellingly
- Fondation de France
- Fondation Ensemble
- Fondation Farm
- Fondation Intervida
- Fondation Seed
- Fondation RAJA

→ AUTORITÉS TERRITORIALES

- Conseil régional de Kayes
- Conseil régional Ile de France
- Conseil régional du Centre
- Conseil régional Nord-Pas-de-Calais
- Conseil régional Haute Normandie
- Conseils généraux du 62, 76, 91 et 93
- Conseil de cercle de Kayes
- Groupement d'Intérêt Communautaire de Bakel
- Plaine Commune
- Syndicat des eaux : SIARCE, SEDIF

→ ETABLISSEMENTS ET LABORATOIRES DE RECHERCHE

- CEPED
- CERDI
- IRD
- IRTS
- LAIOS
- Migrinter
- Université de Nouakchott
- Université de Ziguinchor

→ BANQUE

- Crédit Coopératif

→ PARTENAIRES ASSOCIATIFS

**Afrique de l'Ouest**

- ACD - Mali
- ADR - Mali
- AMPG et AmaiG- Mauritanie
- ARD – Matam et Tambacounda (Sénégal)
- Asprofer - Mali
- AOPP - Mali
- SAANE-Sénégal
- RHK - Mali
- EMDK - Mali
- CONGAI - Guinée-Bissau
- CRCR - Ziguinchor (Sénégal)
- ECODEV - Mauritanie
- ENDA Tm - Sénégal
- TENMIYA – Mauritanie

**France**

- ADER
- CCFD
- Cari GTD
- CUF
- France Volontaires
- GAME

- GRED
- GARD Canada
- SCF
- Secours catholique
- UNADEL/ADELS
- Comité de jumelage Bouilly-Aubervilliers

**Europe**

- Fondation Habitafrica - Espagne
- GAO - Italie
- ACORD – UK

→ RÉSEAUX ET COLLECTIFS NATIONAUX ET EUROPEENS

- Coordination SUD [www.coordinationsud.org](http://www.coordinationsud.org)
- CRID [www.crid.asso.fr](http://www.crid.asso.fr)
- CFSI [www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)
- Groupe Initiatives [www.groupe-initiatives.org](http://www.groupe-initiatives.org)
- Eunomad [www.eunomad.org](http://www.eunomad.org)
- F3E [www.f3e.asso.fr](http://www.f3e.asso.fr)

→ AUTRES PARTENAIRES

- APAUS - Mauritanie
- Burgéap - France
- Esther - France
- Femmes de demain - France
- ODELADEMO - France
- Cémis-Belgique
- CSAO/OCDE
- DATAR - Mauritanie
- DNF - Mali
- DNCT - Mali
- Chambre de commerce et Chambre des métiers de Ziguinchor
- Enéa Consulting - mécénat d'entreprises
- Duniya consulting

# RESSOURCES HUMAINES ET ORGANIGRAMME

L'année 2011 s'achève avec une stabilisation de la ressource humaine à 138 salariés.

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### Conseil d'administration

**Michel Colin de Verdière**  
Président

### Direction

**Arezki Harkouk**  
Directeur exécutif

**Samba Yatéra**  
Directeur Adjoint

<b>RESSOURCES HUMAINES</b> <b>Marylène Roubertie</b> Responsable RH	<b>DIRECTION DES OPÉRATIONS ET DES PARTENAIRES EUROPÉENS</b> <b>Mathieu Lafréchoux</b> Directeur		<b>DIRECTION AFRIQUE</b> <b>Olivier Le Masson</b> Directeur		<b>DIRECTION FINANCES ET CONTRATS</b> <b>Denys Hammel</b> Directeur	<b>MOYENS GÉNÉRAUX ET COMMUNICATION</b> <b>Karen Mbomozomo</b> Coordinatrice
	<b>France</b>	<b>Equipe transversale</b>	<b>Mali</b>	<b>Equipe transversale</b>	<b>Mohamed ould Hameina</b> RAF Afrique	<b>Mariame Doukouré</b> Chargée de mission
	Antenne Haute-Normandie <b>Corinne Priollaud</b> Coordinatrice	<b>Sandrine Vincent</b> Chargée de programme Eau/GRN	<b>Mariam Maguiraga</b> Coordinatrice	<b>Habaye Ansari</b> Transversal Migration & Transfrontalier	<b>Boubakary Gassama</b> Gestionnaire Comptable	<b>Sanae Metthari</b> Assistante administrative
	Antenne Nord-Pas-de-Calais <b>Pauline Casalegno</b> Coordinatrice	<b>Yvan Le Coq</b> Chargé de programme AF/SA	<b>Mauritanie</b> <b>Habaye Ansari</b> Coordonateur pays	<b>Annick Nkolo</b> Coopération transfrontalière	<b>Marie Brichart</b> Comptable Gestionnaire	
	Antenne Ile-de-France <b>Rafaël Ricardou</b> Coordonateur	<b>Emilie Blondy</b> Chargé de mission Migrations et partenariats européens	Cellule de Sélibaby <b>Mamadou Bal</b> Coordonateur	<b>Jérôme Klefstad-Sillonville</b> Transversal Développement local		
			<b>Sénégal</b>	<b>Marielle Cartiaux</b> Migrations		
			Cellule de Bakel&Matam <b>Demba Sow</b> Coordonateur			
			Cellule de Ziguinchor <b>Abdou S. Mané</b> Coordonateur			
			<b>Guinée Bissau</b>			
			Cellule de Canchungo <b>Vincent Gomis</b> Coordonateur			

Le GRDR a innové en 2011 avec le recrutement des volontaires du service civique. Ainsi 4 volontaires ont été accueillis au sein des antennes GRDR.

## France

### Siège social:

66/72, rue Marceau - 93 558 Montreuil Cédex- France  
Tél.: +(33) 1 48 57 75 80 Fax : +(33) 1 48 57 59 75  
grdr@grdr.org - www.grdr.org

### GRDR Ile de France

66/72, rue Marceau - 93 558 Montreuil Cédex- France  
Tél.: +(33) 1 48 57 75 80  
antenne.idf@grdr.org

### GRDR Haute Normandie

61, rue Bouvreuril - 76000 Rouen  
Tél : +(33) 2 35 61 60 49  
antenne.normandie@grdr.org

### GRDR Nord Pas de Calais

81bis, rue Gantois - 59000 Lille  
Tel : +(33) 3 20 42 83 11  
antenne.npdcc@grdr.org

## Afrique

### Direction Afrique

Rue 96, Porte 700, Korofina Sud - BP E 3360- Bamako Mali  
Tel : + (223) 20 24 65 21  
afrique@grdr.org

### Coordination Mauritanie

Ilot 529 ZRB Ouest TVZ - BP : 2013 Nouakchott -  
R.I.Mauritanie  
Tél /fax : +(222) 45 25 64 92  
mauritanie@grdr.org

### GRDR Bakel et Matam

Route de l'Hôpital, - BP: 18, Bakel, SENEGAL  
Tél: +(221) 33 939 80 35 - Fax: +(221) 33 983 51 51  
bakel@grdr.org

### GRDR Kayes

BP 291 Kayes - MALI - Rue 136 Porte 37, Légal Ségou  
Tél: +(223) 21 52 29 82 - Fax : + (223) 21 53 14 60  
mali@grdr.org

### GRDR Kaédi

BP 136 - Kaédi Mauritanie  
Tél: +(222) 45 33 50 45  
kaedi@grdr.org

### GRDR Sélibaby

BP 91 - Sélibaby Mauritanie  
Tél&Fax : +(222) 45 34 43 47  
selibaby@grdr.org

### GRDR Ziguinchor

Avenue Ibou DIALLO - Boucotte – Korentas  
BP: 813 Ziguinchor - SENEGAL  
Tel: + (221) 33 991 27 82 - Fax :+ (221) 33 991 27 89  
ziguinchor@grdr.org

### GRDR Canchungo

Avenue Titina Sila, Canchungo - CP 573 BISSAU  
Tel.: +(245) 643 61 71 - cacheu@grdr.org

### Représentation à Dakar

SICAP Amitié I - Villa n° 3029 bis  
Dakar



# ANNEXES DES PROGRAMMES ET PROJETS

Les programmes et projets animés par nos équipes, sur le terrain, résultent d'un long travail de concertation entre les différents acteurs locaux (autorités locales, nationales, société civile, organisations communautaires). Ces actions inscrites dans les priorités locales contribuent pleinement à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) dans le respect d'une gestion durable des territoires et des ressources.

**ASS** : Actions sanitaires et sociales / **DLE** : Développement local et économique / **GRN** : Gestion des ressources naturelles / **RC** : Recherche et capitalisation  
**RP** : Réseaux et plaidoyer / **SA** : Sécurité alimentaire

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
1	France (Haute Normandie)	ASS	Insertion professionnelle et lutte contre les discriminations	Accompagner des femmes issues de l'immigration à l'accès à l'emploi en renforçant leurs compétences associatives	Associations	FSE, mairie de Rouen, GIP/GPV, conseil Régional HN 35 000 euros 2008-2011
2	France (Haute Normandie)	ASS	Accompagnement socio-sanitaire du foyer de travailleurs migrants de Déville-Lès-Rouen	Accompagner les résidents du FTM dans un contexte de réhabilitation, et en particulier les migrants pour favoriser l'accès aux droits socio-sanitaires.	FSL, LOCA PASS, armée du salut, SAIS Banque de France, CMS, Cailly Emploi Médecins référents, Samu, CHU de Rouen, Inersanté, Ensemble (repas), CCAS, CAF, CPAM, CARSAT	DRCSJS et Agence Régionale de Santé 30 000 euros 2011
3	France (Haute Normandie)	ASS	Renforcement du rôle des associations pour la prévention et l'accès aux droits socio-sanitaires des familles africaines.	Améliorer l'accès aux droits, la prévention et l'éducation à la santé « maternité, contraception et mutilation sexuelle » des familles africaines.	Associations et professionnels de la santé	DAIC, CUCS CREA, ARS 69 670 euros 2011
4	France (Haute Normandie)	ASS	Bien vieillir dans son environnement, sur l'agglomération rouennaise	Favoriser l'accès aux droits socio-sanitaires des migrants vieillissants et briser leur isolement.	Résidents des foyers de migrants, et les migrants des logements diffus des hauts de Rouen	FEI, Mairie de Rouen, DRJSCS (en attente), fondations 63 780 euros 2011
5	France (Ile-de-France)	ASS	Programme de Promotion Socio Professionnel des Migrants	Favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, notamment les migrants à travers la création d'activités économiques	Associations, institutions, partenaires techniques et opérationnels	DRJSCS et FRDVA 55 000 euros 2011
6	France (Ile-de-France)	ASS	Programme de Soutien et de Valorisation des Initiatives Féminines	Renforcer la présence des femmes dans l'espace public par la valorisation de leurs initiatives citoyennes en consolidant leurs compétences associatives et en réduisant les obstacles dans leurs parcours d'autonomie sociale et économique	Associations, institutions, laboratoires, centres médico sociaux, médias	DAIC 50 000 euros 2011

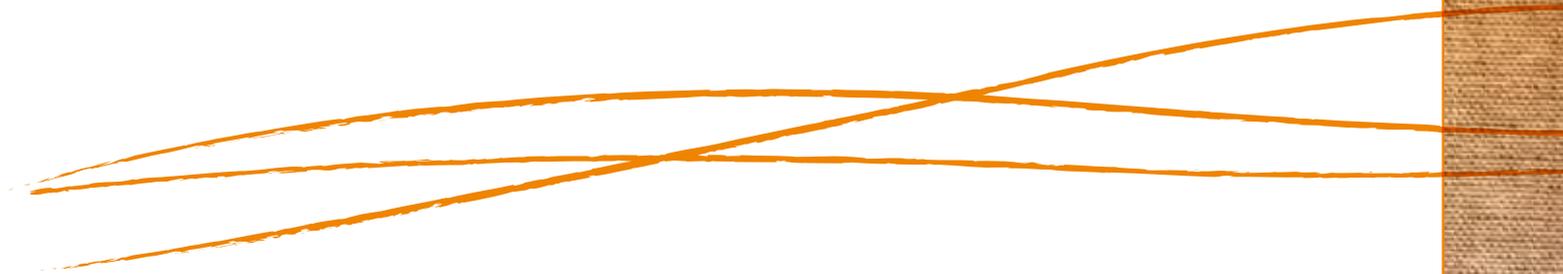
	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
7	France (Ile-de-France)	RC	Programme de Capitalisation des Actions Associatives Innovantes	Valoriser les bonnes pratiques des associations en matière d'intégration en les identifiant, en formalisant et mutualisant leurs expériences innovantes réussies	Structures associatives et institution des territoires concernées par l'action	DAIC 35 000 euros 2011
8	France (Ile-de-France)	RC	Etude sur le parcours scolaire des enfants d'origine subsaharienne	Identifier les leviers de réussite scolaire des jeunes d'origine sub-saharienne et d'évaluer les difficultés qu'ils rencontrent	DAIC, Direction Générale de l'Enseignement Scolaire, Mairies Aubervilliers et Mureaux	DAIC 35 000 euros 2011
9	France (Ile-de-France)	RC	Partenariat instructions-citoyens pour la recherche et l'innovation	Produire de la connaissance, des outils et des données de manière concertée sur la citoyenneté	Associations, Universités et laboratoires de recherche	Région Ile de France 50 000 euros 2009-2011
10	France (Nord-Pas-de-Calais)	RC	Ateliers « Paroles de femmes »	Transmettre le vécu des femmes ayant l'expérience de la migration aux primo arrivantes	CIDFF, Maison de quartier de Bois Blanc, Espace santé Faubourg de Béthune	Acsé 5 000 euros 2010-2011
11	France (Nord-Pas-de-Calais)	DLE	Appui aux porteurs de projets et éducation à la solidarité internationale	Développer les compétences, renforcer le professionnalisme, accompagner la réalisation des projets et mutualiser les expériences des acteurs de la solidarité internationale	Associations, établissements scolaires, collectivités	Région NPDC, Conseil général 62, CCCO 56 000 euros 2011
12	France (Nord-Pas-de-Calais)	RC	Transfrontière	Sensibilisation des jeunes français et belges à la citoyenneté et mobilité européennes	Maison familiale et rurale de Haussy, Lycée provincial du Hainaut et le Cémis	UE (Interreg IV) 20 000 euros 2011
13	France (Nord-Pas-de-Calais)	DLE	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local	Renforcer les coopérations décentralisées et accompagner les missions des partenaires	Associations de migrants et collectivités	Union européenne 20 000 euros 2011
14	Guinée Bissau (Cacheu)	SA	Projet d'Appui aux Initiatives Paysannes	Appuyer les initiatives paysannes et les exploitations familiales de la région de Cacheu pour améliorer la sécurité alimentaire à travers la promotion des productions vivrières et le développement du maraichage	Groupements maraichers de la région, acteurs de la filière (commerçants), autorités traditionnelles et administratives, ONG locales de développement rural	CFSI 56369 euros 2010-2012
15	Guinée Bissau (Cacheu)	DLE	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local	Créer une synergie participative entre acteurs pour une meilleure construction du développement territorial et le soutien aux initiatives économiques des organisations de base	CONGAI, Cabinet Régional de Planification, autorités locales, et organisations communautaires de base	UE, AFD, CFSI 28 355 euros 2009-2012
16	Guinée Bissau (Cacheu)	RP, DLE	Programme d'Appui au Développement des capacités des OSC en Région de Cacheu	Renforcer la participation des acteurs de la société civile à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de développement	CONGAI, OSC et ONG en Guinée-Bissau, associations de ressortissants, pouvoirs publics	CFSI, AFD, UE 29 994 euros 2011-2012

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
17	Mali (Kayes)	SA	Programme d'appui à la sécurité alimentaire du Karakoro	Valoriser durablement et équitablement le potentiel Agro-sylvo -pastoral et renforcer la sécurité alimentaire	Associations, autorités locales institutions, services techniques déconcentrés, communes	UE, Fondation des amis du sahel, Assemblée pour la Coopération et la Paix (ACPP) Les communes 405 122 euros 2008-2012
18	Mali (Kayes)	GRN	Programme d'aménagement intégré du Bassin versant du TKLM	Valoriser durablement et équitablement le potentiel Agro-sylvo -pastoral et renforcer la sécurité alimentaire	Associations, autorités locales institutions, services techniques déconcentrés, communes	UE, Fondation Ensemble, Agence de l'Eau Artois Picardie (AEAP), SIARCE Les communes 62 717 euros 2007-2011
19	Mali (Kayes)	SA	Programme d'Appui au Secteur Horticole (PASH),	Appuyer la professionnalisation et améliorer la rentabilité du secteur horticole dans la région de Kayes.	RHK, horticulteurs	Fondation Michelham CFSI, CCFD 23 482 euros 2008-2011
20	Mali (Kayes)	RP	Le projet Co développement au Sud (au Mali en région de Kayes)	Renforcer le dialogue et les pratiques pluri acteurs Nord-Sud sur le lien Migration et Développement, par la construction d'un savoir commun, indépendant et dépassionné	Associations de migrants et de ressortissants, institutions et collectivités territoriales;	PNUD, UE 99 000 euros 2009-2011
21	Mali (Kayes)	ASS	Programme Solidarité et Sante en région de Kayes (PSSK)	Améliorer l'accès des populations les plus vulnérables aux soins de proximité	Les centres de santé, les Mairies, Comité de Veille les Comités de Développement des Quartiers, Migrants,	RIF, FDF, ESTHER ; GP/SP 145 000 euros 2010-2011
22	Mali (Kayes)	SA	Processus participatif multi-acteurs de formulation d'une stratégie migratoire régionale (Kayes, Mali)	Contribuer à l'amélioration de la participation qualitative et active des acteurs locaux aux processus décisionnels sur les migrations en région de Kayes	Fédérations d'association de migrants, collectivités territoriales, institutions	CFSI, Conseil régional de Kayes (CRK) 45 046 euros 2010-2013
23	Mauritanie (Gorgol)	SA	Projet d'Appui aux Filières Porteuses dans le Gorgol	Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au développement économique régional à travers un accompagnement des acteurs de la filière patate douce, sorgho et lait	Producteurs, l'association des maires et parlementaires et l'Association Mauritanienne pour l'Auto-développement (AMAD)	CFSI- Fondation de France et Région Centre 306 693 euros 2011-2014

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
24	Mauritanie (Gorgol)	SA	Projet de Valorisation des Initiatives Locales de Production et de Transformation de la Patate douce	Accompagner les producteurs de la filière patate douce	Producteurs, Association Mauritanienne pour l'Auto-développement	CFSI- Fondation de France, UE, AFD 107 426 euros 2011-2014
25	Mauritanie (Guidimakha)	SA	Projet d'amélioration de la productivité des produits de l'aviculture familiale	Améliorer la productivité de l'aviculture familiale	Eleveurs, fournisseurs, services vétérinaires	FIDA 223 270 dollars 2010-2011
26	Mauritanie (Guidimakha)	SA	Projet d'amélioration la productivité du maraichage de type familial	Améliorer la productivité du maraichage de type familial	Groupements de coopératives	FIDA 217 323 dollars 2010-2012
27	Mauritanie (Guidimakha)	RC, RP	Projet pour l'Emergence d'un Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire Régional au Guidimakha	Améliorer l'accès à l'information et son utilisation par les groupes les plus vulnérables	AMAIG, Université de Nouakchott, et les collectivités locales	UE, CCFD, CFSI 322 758 euros 2011-2013
28	Mauritanie Gorgol, Guidimakha	SA	Projet de Sécurisation de la Production Agro Pastorale	Sécuriser de façon durable et concertée la production agro pastorale	ACORD	UE, CCFD 1 999 123 euros 2007-2011
29	Mauritanie Gorgol, Guidimakha	DLE	Projet eau et assainissement Guidimakha Gorgol	Améliorer durablement l'accès à l'eau et à l'assainissement dans 24 localités rurales du Gorgol et du Guidimakha	Tenmiya, Burgeap, AMPG, communes, artisans, services techniques déconcentrés	UE, AFD, APAUS, Collectivités locales, Région Centre, Burgeap, Ong Femmes de demain, 3 290 350 euros 2011-2015
30	Mauritanie Gorgol, Guidimakha	SA, RP	Projet de Relance Vivrière Communautaire	Augmenter la production et l'accessibilité de produits alimentaires de base dans 6 régions rurales de la Mauritanie	Ecodev, Terre Solidali, Terre solidaire, Tenmiya et 18 communes rurales	UE, CCFD, CFSI, Fondation de France, Ambassade de France en Mauritanie, Associations de coopérations décentralisées italiennes 2 773 910 euros 2009-2011
31	Multi pays (Bassin du fleuve Sénégal)	DLE	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local Coopération Territoriale (PAIDEL - CT),	Renforcer le savoir des associations et des collectivités locales en mettant en place des dispositifs d'appui au développement local adaptés aux besoins	Autorités locales, institutions, collectivités territoriales, communes, associations, fédérations d'associations de migrants	UE, AFD, Région ile de France, CCFD, CFSI, Région Centre 3 621 259 euros 2010-2014

	Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, Budget et durée
32	Sénégal (Matam et Tambacounda)	RP,DLE	Programme d'hydraulique villageoise de l'UEMOA (Phase 2)	Améliorer l'accès à l'eau potable des populations des départements Goudiry, Bakel et Kanel	Les partenaires sont AGETIP et la Direction de l'hydraulique rurale et de l'assainissement	UEMOA 45 723 euros 2010-2011
33	Sénégal (Ziguinchor et Kolda)	SA	Programme de valorisation des filières locales (départements de Bignogna et Oussouye)	Renforcer les systèmes d'exploitation locaux pour une valorisation durable des filières rémunératrices. Faciliter la structuration et l'intégration des acteurs locaux dans l'environnement économique régional, national et sous régional.	Les acteurs des filières porcines, maraîchères et apicoles Les collectivités locales, les services techniques déconcentrés de l'état, Conseils Agricole et Rural de Bignona	AECID 365 768 euros 2010-2012
34	Sénégal (Ziguinchor et Kolda)	DLE	Projet d'Appui à l'Entreprenariat et au Développement Economique local (AEDEL)	Améliorer les performances techniques, managériales et de gestion de la micro entreprise dans la Région de Ziguinchor à travers l'accompagnement des opérateurs économiques et le renforcement de centres de ressources pour la promotion de l'entreprenariat local.	Les entrepreneurs et les chambres consulaires de Ziguinchor	Fondation Intervida 27 994 euros 2011
35	Sénégal (Ziguinchor et Kolda)	SA	Projet d'intensification de la production rizicole en basse Casamance	Appuyer les comités de gestion des magasins de semences dans la production et l'obtention du certificat semencier	Cadre Régional de Concertation des Ruraux, services déconcentrés, organisations de producteurs	CFSI, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Seed Foundation, ARD 153 443 euros 2010-2012
36	Sénégal (Ziguinchor et Kolda)	DLE	Programme Intégré d'Appui au Développement Economique et Social des Populations en Casamance	Améliorer la production locale au sein des collectivités ciblées par le programme (augmentation des superficies cultivables ; amélioration de l'organisation des filières	Comités vallées, conseils ruraux et communaux, services techniques déconcentrés et organisations communautaires de base	AECID 650 000 euros 2009-2011
37	Europe	RP, RC	Eunomad II	Renforcement des pratiques et dialogues sur migrations et développement : élargissement, renforcement et consolidation du réseau Eunomad (phase II)	Les membres du réseau, les associations de migrants, les sociétés d'origine et de résidence, les collectivités locales, les ONG, les laboratoires de recherche.	UE, AFD 1 041 088 euros 2010-2012
38	Europe	RP, RC	Assises européennes de la jeunesse d'origine malienne	Faire connaître les expressions citoyennes de jeunesse euro malienne, interpeller les potiques et leurs soumettre des recommandations.	Associations de jeunes, partenaires associatifs, collectivités	UE, Région ile de France, Tap Portugal, BOA-France 70 000 euros 2011-2012

Le GRDR décline sa responsabilité en cas d'oublis ou d'erreurs éventuels dans ce tableau.





grdr  
Migration - Citoyenneté - Développement

© GRDR 2012 • Mise en page: Audrey Zeller - zelleraudrey@hotmail.com • Photographies: © GRDR, JB Russell, Cnccr

ICO-Imprimerie 17-19, rue des Corroyeurs 21000  
Août 2012 - Imprimé sur papier recyclé

